

PCF

Parti Communiste Français

# L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF  
Semaines du 25 juillet au 11 août 2013 – n°129

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

## Projet de loi métropoles : "Des monstres appelés métropoles"

L'examen du projet de loi d'affirmation des métropoles porté par le gouvernement commence aujourd'hui à l'Assemblée nationale, après un parcours chaotique au Sénat.

L'ensemble de ce projet de casse de la démocratie locale poursuit des objectifs inacceptables d'austérité et de mise en compétition des territoires et de leurs habitants entre eux.

C'est pour satisfaire à ces objectifs qu'il organise le dessaisissement massif des citoyens. Afin que les décideurs économiques puissent avoir les coudées franches, il tente de dépouiller les communes de leurs responsabilités et balaye les solidarités existantes dans les établissements publics de coopération intercommunale. Il vise la disparition des départements - et pour le Rhône son éclatement -, dont on connaît l'importance, par leur proximité avec les populations, dans l'action sociale et la solidarité territoriale. Il met en cause la libre administration et la clause de compétence générale qu'il prétend restaurer, par l'organisation de conférences territoriales, débouchant sur des schémas directeurs. A travers ce projet en trois volets, ce sont également les services publics locaux qui sont visés, avec une pression accrue sur les dépenses, utiles, des collectivités locales. A aucun moment il n'aborde le sujet des désengagements successifs de l'État qui laissent les collectivités exsangues. Enfin, il provoque une cassure institutionnelle entre territoires urbains et territoires ruraux, créant des disparités territoriales et une République à la carte, complètement illisible et inégalitaire, qui ne manquera pas de renforcer le sentiment de déclasserment des populations péri-urbaines avec ses conséquences.

Dans les aires métropolitaines de Paris, Lyon et Marseille, particulièrement, le projet de loi fabrique des monstres, appelés métropoles, ayant à leur tête une sorte de manager trustant les pouvoirs des communes, des départements, des régions, et une partie des compétences de l'État. Or, autant que d'une décentralisation citoyenne véritable, il y a besoin d'un État qui favorise l'égalité Républicaine de nos territoires et qui lutte contre les inégalités.

Les communistes portent l'ambition d'un développement partagé de nos territoires, s'appuyant sur un nouvel élan démocratique. Pour relever les défis qui se posent à l'échelle « métropolitaine », nous proposons de mettre en place des institutions de type nouveau, de nature profondément coopérative et démocratique. Les projets qui portent le plus loin sont ceux qui sont empoignés par les hommes et les femmes eux-mêmes.

La crise de la politique, qui est galopante dans notre pays, ne peut souffrir que l'on s'en prenne aux espaces dans lesquels les citoyennes et les citoyens ont le sentiment d'avoir le plus de possibilités d'intervenir et de décider.

Les secrétaires départementaux du PCF des Bouches-du-Rhône, du Rhône, de Paris, des Hauts-de-Seine, de Seine-saint-Denis et du Val-de-Marne se sont réunis pour évoquer ce projet et ses conséquences spécifiques dans les régions de Paris, Lyon et Marseille.

Ils ont dressé ensemble un constat partagé, celui de la gravité de ce projet pour la démocratie et pour l'avenir de nos territoires. Ils refusent clairement le passage en force qui cible particulièrement nos trois territoires et leurs populations.

Ils appellent les populations des trois territoires à refuser ces projets autoritaires auxquels ils n'ont pas été associés, qui veulent limiter la capacité d'intervention des citoyens et de leurs élus locaux. Ils appellent toutes les forces citoyennes disponibles, avec les syndicats, associations, élus, à prendre la main dans un large rassemblement pour exiger le retrait de cette réforme inacceptable et ouvrir un véritable débat sur le développement de nos territoires, les projets dont ils ont besoin et la meilleure manière de les faire grandir. Toute réforme de la démocratie doit être validée par la consultation des populations concernées, pouvant aller jusqu'à des référendums.

Pour le Parti Communiste Français,  
Pierre Dharrévillle, secrétaire départemental du PCF Bouches-du-Rhône,  
Danielle Lebail, secrétaire départementale du PCF Rhône,  
Igor Zamichiei, secrétaire départemental du PCF Paris,  
Hervé Bramy, secrétaire départemental du PCF Seine-Saint-Denis,  
Fabien Guillaud-Bataille, secrétaire départemental du PCF Val-de-Marne,  
Elsa Faucillon, secrétaire départementale du PCF Hauts-de-Seine,  
Paris, le 16 juillet 2013.

## SOMMAIRE

P1 Édito – Sommaire

P2 Agenda – « Henri Alleg, honneur de notre Nation » - Propos de Bourdouloux : « Paroles indignes d'un élu de la République » - un élu communiste dort dehors pour éviter qu'une famille ne soit mise à la rue

P3 Décès Philippe Verdon : Les circonstances doivent être élucidées – "Accouche et tais-toi : des pratiques outrageuses" – débat sur la PMA reporté : égalité au compte-gouttes – André Chassaing : Ne pas opposer environnemental et social

P4 ESR : Une loi honteuse votée, l'austérité demeure – Coup de gueule au Parlement européen en défense à Snowden – Enregistrements Bettencourt : coup sévère porté à la liberté de la presse - Les appels à la haine d'Estrosi méritent les tribunaux – Sarkothon: le PCF donne un euro à l'UMP

**P5-9 Éléments de réflexion pour un projet communiste**

P9 Invitation commémoration Jaurès  
P10 Métropoles, un putsch parlementaire - Tchernobyl: l'écran de fumée se dissipe en Corse

**P11 Ensemble, défendons nos retraites! Signez l'appel!**

P12 Aidons l'Huma ! - Pierre Laurent appelle à un nouveau Front populaire de gauche - A lire – Huma dimanche du 25/7

P13-16 Assises pour chan-

## Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

### « Henri Alleg, honneur de notre Nation »

Henri Alleg vient de s'éteindre. C'est pour les communistes, mais aussi pour les peuples français et algérien, cause d'un immense chagrin.

Résistant à toutes les formes de domination et d'oppression, Henri Alleg a été du combat fondamental du XXe siècle pour l'émancipation du genre humain que fut la lutte anticoloniale.

Arrivé en 1939 à Alger, c'est à 20 ans – en 1941 – qu'il choisit de rejoindre le Parti Communiste Algérien, alors illégal. Henri assumait d'importantes responsabilités à la jeunesse communiste, puis au parti avant de devenir directeur d'Alger républicain.

Le nom d'Henri Alleg demeurera irrémédiablement synonyme de vérité, de courage, de justice. Engagé pour la paix, l'indépendance et la démocratie en Algérie, Henri a été torturé et emprisonné, transféré à Rennes dont il s'était évadé en 1961.

En révélant au grand jour les atrocités commises par l'armée française en Algérie, l'auteur de La Question permit à la société française de regarder en face la vérité du pouvoir colonial qu'elle exerçait en Algérie. L'ouvrage, traduit en 28 langues, sera, à juste titre, considéré comme le « J'accuse » de notre temps. Sa conception du métier de journaliste – nourrie de son idéal – a fait honneur à notre Nation.

La place exceptionnelle d'Henri dans le combat anticolonial et la lutte de libération nationale algérienne provient de sa faculté à défendre le droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes, sa faculté à partager son combat pour l'égalité entre les peuples et entre les individus.

Quelques années après son installation en France, il rejoint le PCF en 1972 et la rédaction du quotidien L'Humanité. C'est pour les communistes français, un honneur.

À cette heure, nous voulons associer à sa mémoire, celle de son épouse, Gilberte Serfaty, disparue en 2011, et avec laquelle il partageait tout ; Gilberte était elle-même une intellectuelle de grande envergure, une historienne émérite, qui rendit justice aux époux Rosenberg, et une militante extraordinaire.

Toutes nos pensées vont aux enfants d'Henri et Gilberte, à leur famille, à tous leurs proches. L'œuvre d'Henri est ineffaçable. Nous garderons de lui, plus que tout, le souvenir de sa gentillesse, de sa douceur, de sa générosité.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

### Roms/Propos de Bourdouloux : « Paroles indignes d'un élu de la République »

La banalisation des dérapages verbaux contre les gens du voyage et les Roms encourage certains élus de droite à formuler ouvertement des propos racistes. La preuve par le député Maire UDI Gilles Bourdouloux ce dimanche à Cholet qui a déclaré à propos de gens du voyage installés sur un terrain privé : « Hitler n'en a peut être pas tué assez ! ». C'est inacceptable !

Aucune situation, aucun coup de colère ne peut justifier le renvoi à l'horreur concentrationnaire nazie dans son entreprise de génocide. Le PCF condamne ces propos intolérables avec la plus grande fermeté. Ces paroles sont indignes d'un élu de la République qui n'en est malheureusement pas à son premier dérapage. Sa présence au parlement fait honte à la représentation nationale. Des poursuites doivent être engagées.

### Paris: un élu communiste dort dehors pour éviter qu'une famille ne soit mise à la rue

Paul Roussier, adjoint au maire (PCF) du XIVème arrondissement de Paris, a passé la nuit de samedi à dimanche dans la rue pour protester contre la possible remise à la rue d'une famille hébergée à l'hôtel.

Samedi soir, un événement insolite a troublé les badauds venus admirer la tour Montparnasse dans le XI-Vème arrondissement de Paris. Écharpe tricolore en bandoulière, Paul Roussier a posé sa petite tente jaune et noire sur les pavés, décidé à dormir dans la rue. Un choix audacieux et inédit pour alarmer sur la situation d'une famille qui devrait se retrouver dans la rue mercredi.

Un couple avec enfant, tributaire de l'Aide Sociale à l'enfance, a vu vendredi dernier cette aide supprimée car «la famille n'entrait plus dans les conditions du Règlement Départemental ». Aucune précision ni explication n'a été apportée sur cette décision. L'équivalent de 5 nuits d'hôtels leur a été accordé, accompagné d'un conseil émanant de l'Aide sociale à l'enfance et du Centre d'action sociale de la Ville de Paris «de trouver un autre mode d'hébergement que l'hôtel»!

Destructeur

Paul Roussier conteste le choix de la ville de Paris de ne plus venir directement en aide à cette famille: «La ville de Paris veut renvoyer cette famille vers le SAMU social. Cependant, le SAMU social n'est pour l'instant pas capable de répondre aux demandes des familles ». L'élu démontre que lorsque le SAMU est en mesure de reloger les familles, c'est souvent loin de Paris. « C'est destructeur pour les enfants qui se retrouvent loin de leurs établissements scolaires d'origine et qui n'ont plus d'attaches. Ce fut le cas pour un couple avec enfant vivant à Aulnay. Les heures de RER étaient intenable pour les enfants. Ils avaient des difficultés énormes. Le directeur de l'établissement m'a confié que le matin, il ouvrait son bureau à l'un d'entre eux afin qu'il puisse dormir. » Pour Paul Roussier, « des solutions plus efficaces existent dans les arrondissement de la ville, notamment dans des hôtels de proximité où les enfants vont à l'école.»

Pas de réponse

Cette action symbolique constitue un ultime recours. Cela fait plus d'un an que la famille est menacée d'exclusion et Paul Roussier, accompagné du groupe Communiste, a tenté d'alerter à plusieurs reprises le Conseil de Paris. Il a également écrit au maire de Paris, Bertrand Delanoë, ainsi qu'à Olga Trostiansky, l'adjointe chargée de la Solidarité. Sans réponse.

Le maire-adjoint a quitté le parvis de la tour Montparnasse à quatre heures du matin dimanche matin, suivant les conseils de policiers selon lesquels les rues ne sont plus très sûres passées cette heure-là. « C'est une preuve qu'il est difficile pour un enfant de vivre dans ce genre d'environnement », relève Paul Roussier. A ce jour, il n'a toujours pas obtenu de solutions d'hébergement pour la famille.



## Décès de Philippe Verdon : « Les circonstances doivent être élucidées »

C'est avec une véritable tristesse que nous avons reçu la nouvelle de la confirmation de la mort de Philippe Verdon.

À cette heure, nos pensées vont d'abord à sa famille et à ses proches qui ont souffert si longtemps non seulement de son enlèvement et de sa captivité, mais de l'incertitude quant à son sort.

Toutes les circonstances tant sur son décès que sur la découverte de sa dépouille doivent être élucidées.

La politique de la France au Sahel et sa présence militaire active au Mali sont en réalité facteurs aggravants.

Non seulement, il n'y a pas de « victoire dans la guerre contre le terrorisme » mais la recrudescence d'actions criminelles contre les populations civiles et les ressortissants étrangers montre que cette politique qui ne s'appuie que sur l'intervention militaire nourrit le « djihadisme ».

À la veille des élections qui doivent se dérouler au Mali, alors que les conditions d'une souveraineté populaire et d'une participation massive sont loin d'être réunies, nous exprimons nos plus vives inquiétudes quant à l'avenir réservé au Mali, à son peuple et aux peuples du Sahel.

## Zimbabwe : "Accouche et tais-toi : des pratiques outrageuses"

L'organisation anti-corruption Transparency International vient de révéler qu'un hôpital du Zimbabwe a décidé d'interdire aux femmes de crier pendant l'accouchement... sous peine d'amende.

Cela pourrait paraître farfelu si ce n'était scandaleux.

Communistes et féministes, nous nous élevons doublement contre cette amende qui, d'une part, est une forme supplémentaire de corruption, dans l'un des pays les plus corrompus du monde, et d'autre part est une mesure qui vise les femmes dans ce moment si particulier de leur vie.

Comment y voir autre chose que le refus de reconnaître aux femmes, comme à tout être de chair et de sang, le droit de s'exprimer, de respirer, de s'épanouir ?

C'est l'absurdité de la domination patriarcale poussée à l'extrême.

Conséquence, de nombreuses femmes n'ayant pas les moyens de payer ces amendes, sont contraintes d'accoucher chez elles, entraînant une hausse de la mortalité.

Nous demandons aux autorités zimbabwéennes de faire cesser ces pratiques outrageuses pour le droit des femmes, et qui insultent l'ensemble de l'humanité.

Laurence Cohen, Responsable de la commission "Droits des femmes et féminisme" au PCF

## Le débat sur la PMA reporté : l'égalité au compte-gouttes

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) annonce le report de ses états généraux sur la Procréation Médicalement Assistée (PMA) « début 2014 ».

Prévu en octobre ou en novembre, ce débat public était déjà une reculade par rapport aux engagements de campagne de François Hollande et aux premiers projets de loi du gouvernement.

Ce report supplémentaire donne raison aux vociférations, provocations et agressions homophobes qui ont accompagné le vote du mariage pour tous.

Parce que l'égalité et la lutte contre la discrimination dérangent ceux qui s'accrochent à des valeurs d'un autre âge, faut-il se contenter d'une moitié d'égalité ? D'une égalité du bout des lèvres ?

Cette dérobade n'est rien moins qu'un abandon en rase campagne des promesses faites à de nombreux couples et de nombreuses familles.

Inacceptable.

Ian Brossat, en charge des combats LGBT au PCF

## André Chassaigne. « Ne pas opposer environnemental et social »

Le point sur les contradictions entre capitalisme et lutte environnementale.

Avec la transition écologique, le Front de Gauche s'est approprié une réflexion environnementale à l'élection présidentielle. Le point sur l'analyse et les propositions avec le Président PCF du Groupe Front de Gauche à l'Assemblée Nationale, André Chassaigne.

La Marseillaise. Que pensez-vous de l'impossibilité de consensus et de la réaction du Medef. Cela ne souligne-t-il pas l'impossibilité structurelle du capitalisme à opérer une transition en contradiction avec son fonctionnement ?

André Chassaigne. Pour avoir une nouvelle politique dans le domaine de l'environnement et plus particulièrement de l'énergie, cela implique de mettre en œuvre des orientations qui répondent à la fois aux objectifs sociaux et environnementaux. Mais réfléchir à ces orientations avec sur la tête le couperet financier, l'exigence de rentabilité et de profit à court terme qui sont l'essence même du capitalisme... La réponse risque d'être insatisfaisante. Les luttes contre les politiques d'austérité et pour un autre type de développement permettent une montée en charge environnementale. Ce ne sont pas des combats différents.

La Marseillaise. Pouvez-vous expliquer les contradictions avec le fonctionnement capitaliste ?

André Chassaigne. La priorité est d'avoir une politique de sobriété énergétique et de meilleure performance. Cela suppose le développement de la recherche, ce qui relève de la dépense publique. C'est en contradiction avec le court terme inhérent à l'extrême financiarisation. Évidemment, ce n'est pas source de profit immédiat. Mais c'est porteur d'énormément d'améliorations si on se place du point de vue du développement humain.

Autre contradiction avec le capitalisme, la nécessité d'une maîtrise publique. C'est le seul moyen d'avoir une lutte environnementale qui prenne en compte la problématique sociale.

La Marseillaise. Sur la question environnementale, le PCF a longtemps privilégié la défense des outils de production et des emplois. Pourquoi et comment cela a-t-il évolué ?

André Chassaigne. Il y a un décalage entre la réflexion que nous menons, notre prise de conscience de l'impact de notre activité sur l'environnement, de l'épuisement des ressources, du réchauffement climatique... et l'image que nous donnons. On nous plaque une réputation de productiviste voire de Groupe politique qui n'est pas intéressé par ces questions. Or, si on fait la somme des réflexions produites depuis des années, les propositions innovantes sont nombreuses avec la qualité de ne pas être érigées en opposition à la question sociale. Mais nous ne parvenons pas à les faire remonter.

La Marseillaise. Ne faut-il pas travailler les classes populaires qui, pour des raisons souvent financières, ne se sentent pas concernées par ces problématiques volontiers qualifiées de « BO-BO » ?

André Chassaigne. Il faut effectivement faire œuvre de pédagogie, comme on aime à le dire : éveiller les consciences. D'autant que ces classes populaires sont les premières victimes des dérives écologiques. Ce sont eux qui vivent dans des appartements mal isolés et subissent des charges énergétiques énormes ; eux qui vivent dans les banlieues et sont condamnés à une voiture chère et polluante.

Ceci posé, notre nature fait que, nous croyons que ce type d'évolution passe par l'action. Quand des militants s'investissent dans des AMAP pour l'agriculture paysanne, ils font évoluer les consciences. Quand des interventions contre une autoroute portent sur les enjeux environnementaux et ne se cantonnent pas à la défense immédiate de son bout de trottoir, aussi.

Propos recueillis par Angélique Schaller (La Marseillaise, le 20 juillet 2013)



## **ESR : Une loi honteuse votée, l'austérité demeure ; il faut changer de cap !**

Le vote de la Loi Fioraso s'achève dans un spectacle affligeant, conforme en tout point au manque total de vision d'avenir qui se manifeste à tous les niveaux de la politique gouvernementale.

La surdité aux exigences populaires était l'apanage de la droite. Le gouvernement la lui emprunte, bâillonné par ses propres choix désastreux, du traité Merkozy-Hollande en passant par le « pacte de compétitivité », l'ANI et maintenant la réforme des retraites.

L'espoir cependant n'est pas mort : les forces existent à gauche pour un changement de cap.

L'espoir est dorénavant dans cette déclaration du Conseil Scientifique du CNRS\* unanime à alerter. Une génération entière de scientifiques est en danger ; nos universités et nos organismes de recherche sont en péril. Que résonne ce cri d'alarme qui ne veut pas voir notre pays sombrer dans la dépendance industrielle, technologique et scientifique !

L'espoir existe : il est dans les mains de celles et de ceux qui se lèvent pour refuser qu'on attente en catimini aux instances qu'ils élisent pour garantir au plan national les termes de l'exercice d'un métier dont l'exigence et la rigueur intellectuelle sont les premières caractéristiques.

L'espoir existe : il est dans les mains de celles et de ceux qui se lèvent pour dire que la langue française peut et doit encore parler au monde. Celles et ceux qui refusent les termes du scandaleux « grand marché transatlantique ».

Le PCF propose immédiatement les rencontres qui doivent à la fois contribuer aux luttes et mettre en chantier les orientations indispensables à une réforme progressiste de l'enseignement supérieur et de la recherche. Qu'ils ou elles soient déjà associés dans le Front de gauche, ou entendent simplement contribuer, tout repose sur leur investissement singulier ou collectif. Le PCF y engage toutes ses forces dès à présent et donne un premier rendez-vous à la Fête de l'Humanité.

\*La déclaration du Conseil scientifique du CNRS est en ligne : <http://sauvonslarecherche.fr/spip.php?article3991>

## **Coup de gueule au Parlement européen en défense à Snowden**

Intervention au Parlement européen de Marie-Christine Vergiat – députée européenne Front de Gauche – Strasbourg

Jusqu'à l'intervention de notre collègue Yannick Jadot je trouvais que ce débat était un peu surréaliste. Une fois de plus la presse a révélé que l'Union européenne était espionnée par les États-Unis. Rien de nouveau ! Sauf l'ampleur des révélations et les sujets. Même nos diplomates, même le Conseil, même nous parlementaires sommes espionnés par les États-Unis, avec la complicité notamment des services britanniques.

Nous savons que sous couvert de lutte contre le terrorisme, des milliers, des millions, de citoyens européens ont été victimes de transferts massifs de leurs données personnelles. Et monsieur le ministre si vous avez besoin d'informations adressez-vous à Europol, leurs services nous ont donné les informations.

La réponse du Conseil, la réponse de la Commission ne nous satisfont pas.

La résolution commune n'est pas à la hauteur de l'urgence.

On y soutient l'accord transatlantique !

On s'y félicite de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, mais c'est ça qui est à l'origine des transferts massifs de données !

Alors nous, demandons et nous continuons de demander la suspension immédiate des négociations avec les États-Unis.

Et oui on demande l'asile politique pour Mr Snowden, il l'a bien mérité, plutôt que d'interdire le survol du territoire à un chef d'État étranger au motif que monsieur Snowden est peut-être caché dans le coffre.

## **Enregistrements Bettencourt : un coup sévère porté à la liberté de la presse**

La justice a ordonné jeudi 4 juillet au Point et à Mediapart de retirer de leur site internet les retranscriptions des enregistrements réalisés chez Liliane Bettencourt par son majordome, estimant que leur diffusion constituait une atteinte à la vie privée de la milliardaire.

Cette décision porte un coup sévère à la liberté de la presse. Sans Mediapart et le travail sérieux de ses journalistes s'appuyant sur l'existence de ces preuves tangibles, la vérité n'aurait pu se faire jour dans l'affaire Bettencourt. L'interdiction prononcée à l'encontre des 2 organes de presse sonne comme une intolérable pression sur leur enquête qui est loin d'être close au vu de ses multiples rebondissements.

Le PCF exige que soit garantie à l'avenir, la liberté d'investigation des médias visés par ce jugement. La justice, quant à elle, doit poursuivre son travail pour que toute la vérité soit enfin établie.

## **Les appels à la haine de Christian Estrosi méritent les tribunaux**

La course de vitesse enclenchée entre le FN et l'UMP a encore fait une victime aujourd'hui : la démocratie. Selon Christian Estrosi qui était invité ce dimanche d'Europe1, l'islam n'est "pas compatible" avec la démocratie. Le député UMP des Alpes-Maritimes et maire de Nice ne s'est pas arrêté en si bon chemin : il a aussi appelé "les maires de France à la révolte" pour que soient expulsés les Roms, faisant l'amalgame avec les gens du voyage, qui occupent illégalement des terrains.

Ces propos racistes sont une ignominie de la part d'un responsable politique de la droite de premier plan. Les appels à la haine de Christian Estrosi méritent les tribunaux.

## **Sarkothon: le PCF donne un euro à l'UMP pour redresser ses comptes**

La section du Parti Communiste d'Oullins, dans le Rhône a décidé de montrer à l'UMP ce qu'est la "solidarité" en faisant don de... un euro pour aider le parti de Nicolas Sarkozy "à remonter la pente savonnée par le Conseil constitutionnel pourtant essentiellement composé de membres nommés par la droite".

"Comme tous les Français, nous avons appris vos déboires financiers suite à l'invalidation des comptes de campagne de Nicolas Sarkozy, sur décision du Conseil constitutionnel (pourtant essentiellement composé de membres nommés par la droite...)", écrit Bertrand Mantelet, secrétaire de la section PCF d'Oullins dans une lettre adressée à la fédération de l'UMP du Rhône. "Profondément républicains et soucieux du fonctionnement démocratique de notre pays, les adhérents de la section communiste d'Oullins ont pris la décision de participer au redressement de votre parti. C'est pourquoi vous trouverez ci-joint un chèque de 1 euro qui, nous l'espérons, vous aidera à remonter cette pente savonnée par le Conseil constitutionnel", poursuit la lettre.

Toujours sur le même ton ironique, Bertrand Mantelet rajoute qu'il "n'a pas été aisé de rassembler cette somme, les militants communistes ne faisant pas partie de ceux qui ont profité de la crise; aucun n'exerçant dans les milieux de la finance, du CAC 40 ou des produits de luxe".

L'UMP a aussitôt répliqué non sans humour, le secrétaire départemental adjoint, Grégory Morel, a décidé de poster le courrier des communistes d'Oullins sur sa page Facebook.

## Éléments de réflexion pour un projet communiste par Ivan Lavallée (nov 2012)

Une nouvelle civilisation frappe à la porte

La crise actuelle du système de production et d'échanges qu'est le capitalisme touche aux fondements même du système, à son principe vital.

C'est une civilisation nouvelle qui frappe à la porte et qui doit englober tous les aspects de la vie de la société, les relations internationales aussi, le rapport à l'environnement. Les luttes actuelles contiennent une aspiration foncièrement nouvelle, une aspiration à un autre rapport au travail, elles ne défendent pas seulement l'emploi. De même, dans l'inconscient collectif chemine l'idée qu'il faut passer à « autre chose ». Le capitalisme est désormais rejeté par une large majorité de la population. Les revendications sociétales, le désaveu de l'école par une part non négligeable des adolescents, le refuge dans la drogue, le retour de l'obscurantisme religieux, les intégrismes, les suicides, qu'ils soient d'adolescents ou au travail sont des symptômes. Cette société est en bout de course, elle rend malade, elle est mortifère. Mais attention, rien n'est donné, toutes les aventures sont possibles, surtout les pires. A nous de montrer quelles sont les clés pour ouvrir la porte qui mène à cette autre civilisation, la civilisation du « bien commun », étymologie du mot communisme. Le socle en est la réalisabilité donnée par le développement des forces productives matérielles. L'ordre du jour est la libération de toutes les capacités de la «force productive» humaine, sans entrave. Le capitalisme a assuré un développement des forces productives matérielles à un niveau tel que tous les besoins matériels de la société peuvent être couverts. Nous sommes passés d'une époque où le socialisme était possible, résultat d'une volonté subjective généreuse d'organisation de la société, mais avec les forces productives du capitalisme, d'où une contradiction majeure, à un tournant de l'histoire où le communisme est redevenu nécessaire (redevenu car l'humanité a vécu historiquement beaucoup plus longtemps en communisme, fut-il primitif, nécessaire solidarité de survie, que dans des sociétés d'exploitation).

Le communisme est aujourd'hui redevenu nécessaire, la puissance des hommes sur la nature est devenue telle qu'un petit groupe d'individus, voire un individu peuvent mettre en cause la vie de millions d'autres ou celle même de l'humanité tout entière.

La régression sociale et la dégradation de l'écosystème en cours en étant les manifestations les plus visibles. C'est ce qui rend obsolète le régime de propriété privée de ces moyens d'action.

Cette dégradation de l'écosystème par ce mode de production capitaliste donne maintenant un caractère d'urgence à cette mutation nécessaire sous peine d'un collapsus majeur. Crise de l'énergie, gaspillage et raréfaction des matières premières, surexploitation des sols et des océans...

C'est au nom de cette nécessité que la responsabilité historique du mouvement révolutionnaire est de proposer un projet de société, le communisme comme instance de dépassement du capitalisme, en en précisant les attendus, et de contribuer à l'élaboration d'un programme qui s'inscrit dans cette dynamique. Un projet communiste, ne peut-être simple incantation anticapitaliste, socialiste ni seulement antilibérale, ni simplement « ce que veulent les gens ». Le spontanéisme n'a jamais fait projet ni programme, pas plus que la vox populi.

Programme versus Projet

Qui dit programme dit immédiateté, pragmatisme. Le programme se situe dans le cadre du système existant, il revêt un caractère d'urgence. S'il n'est pas sous-tendu par un projet il est condamné à n'être qu'une variante de gestion du système.

Anticapitalisme, antilibéralisme, socialisme ou postcapitalisme (!) sans contenu ne font pas projet. Les luttes ne sont pas en elles mêmes porteuses de projet.

A un moment historique donné, il y a une contradiction qui s'exacerbe entre les possibles autorisés par les avancées scientifiques et technologiques, et les conditions dans lesquelles se fait l'exploitation. Si prise de conscience, il y a, alors s'ouvre une période de luttes. Tant que cette contestation reste dans un certain cadre, c'est-à-dire tant que la contradiction ne touche pas au fond du système lui-même, ne remet pas en cause l'exploitation de la force de travail, tant que le système technique est encore compatible avec les rapports sociaux capitalistes, elle est un signal d'alarme pour le capital comme quoi il lui faut se réorganiser pour pouvoir continuer à exploiter. Les réformes et la réorganisation qui suivirent les mouvements de l'année 1968 sont là pour en témoigner.

Le projet est un horizon, et même un «au-delà de l'horizon», c'est la perspective historique, il donne les grandes lignes de l'avenir, il n'entre pas dans les détails de la réalisation, il trace les lignes de force, ce qui structure une société.

La deuxième internationale déjà en 1892 à propos du 1er Mai se fixait comme un de ses objectifs : se projeter vers l'avenir, construire un projet par l'image et le rêve.

L'historien Éric Hobsbawm parle du 1er mai comme «la seule fête qui ne commémore rien pour ne parler que du futur»<sup>1</sup>

Le programme est le compromis avec le monde réel, dans le temps présent. Il doit être porté par la perspective que donne le projet. Le capital, lui, n'a qu'un objectif, qui est d'ailleurs sa raison d'être, faire le maximum de profit dans le minimum de temps, il a un projet, c'est le libéralisme triomphant à l'échelle de la planète, la dictature des marchés élevés à un statut de divinités. La bourgeoisie française a un programme, c'est de casser tout ce qui pourrait entraver la mise en place de ce projet. La contre réforme des retraites, la liquidation de l'état nation dans une Europe des landers, la mise en place d'un régime sécuritaire permettant de juguler le peuple, la fragmentation du peuple citoyen par tous moyens, désigner des privilégiés (les fonctionnaires, les enseignants, ...) ou des parias (les roms, les musulmans,...), casser le système éducatif public pour ouvrir «le grand marché de l'éducation», manipuler les consciences grâce à des média formatés en cassant, entre-autres, le statut de la presse... Le sinistre Kessler l'a bien dit "détricotier systématiquement tout le programme du CNR". Tel est leur programme.

Les communistes se doivent d'avoir un projet et un parti (une organisation fortement structurée) qui ouvre la perspective historique sous peine d'être inaudibles et laisser le champ libre à un programme social démocrate de « gestion loyale » du système, ou au mieux, servir de signal d'alarme pour le capital. Projet de dépassement du capitalisme au sens du développement de forces productives non assimilables par le système capitaliste, et simultanément au sens du développement social et humain nécessaire rendu possible par ce développement des forces productives. L'un et l'autre allant de pair. Il n'y a pas de possibilité de passage à une société humaniste, c'est-à-dire dont l'humanité est le centre des intérêts, dont chaque acte de chaque citoyen est tendu par l'intérêt commun, l'intérêt de chacun devenant celui de tous, sans que chacun « y trouve son compte ». Pour qu'une telle société soit possible, il y faut un développement des moyens d'action sur la nature, des forces productives, qui libère les hommes du règne de la nécessité. De même un tel niveau de développement des forces productives n'est possible qu'avec une humanité consciente d'elle-même, jalouse d'elle-même, protectrice d'elle-même et de chacun de ses citoyens. Un tel projet ne peut être que global, prendre en compte les problèmes sociétaux tout en les reliant entre eux et avec le rapport social d'exploitation, en s'appuyant sur la dynamique des forces productives, l'intervention systématique des citoyens et des travailleurs dans tous les domaines. Ce qui se développe alors est la force productive humaine qui produit la société en tant qu'entité libérée de l'exploitation, libérant le travailleur et le citoyen, donnant au mot travail un sens nouveau. C'est la tension entre «le jour où les usines tourneront toutes seules» et «lorsque le travail sera devenu le premier besoin social de l'homme».

Quand les usines tourneront toutes seules

Le capitalisme est pris dans une contradiction majeure, la valorisation maximale et dans le minimum de temps du capital. Le capitalisme crée des forces productives matérielles de plus en plus puissantes, démultipliant le travail humain. La productivité humaine per capita s'en trouve multipliée d'autant.

La course à la technique, à la technologie et à l'innovation, est une spoliation de l'humanité dans son ensemble. On n'invente rien ex nihilo, toute invention ou découverte n'est que l'aboutissement -provisoire- d'un processus d'élaboration qui porte sur des dizaines de milliers d'années, c'est tout au plus un phénomène d'émergence. Il en est de même d'ailleurs pour l'activité scientifique.

Mais cette course à la technologie, est mortifère aussi pour le capitalisme. En effet, si « seul le travail vivant produit de la valeur » alors en remplaçant le travail vivant par des machines, le capitalisme se nie en tant que tel, en tant qu'extracteur de plus-value. On entrevoit le moment où la production des objets matériels (palpables) répondant aux besoins nécessaires à la vie, pourra être réalisée de façon quasi automatique, le temps de travail contraint pour assurer ce fonctionnement devenant très faible, quasi nul à l'échelle de la société. Ces produits, n'ayant alors plus de valeur d'échange, ou très faible, ne sont alors plus des marchandises susceptibles de générer du profit. Ainsi le capitalisme non seulement se nie au niveau de son rapport social, excluant l'humain du facteur productif de plus-value, mais en plus, il crée les outils permettant de mettre en place un nouveau rapport social non basé sur l'exploitation du travail humain.

La propriété foncière, celle des matières premières, c'est le vol

Le travail n'est pas seul source de richesse, "dame nature" y pourvoit aussi. C'est d'ailleurs l'enjeu du « développement durable ». Le pétrole que nous brûlons et qui aurait été nécessaire à nos petits et arrière petits enfants pour leur industrie chimique, l'uranium et plus généralement l'industrie nucléaire menée de façon inconséquente, l'eau demain, la terre, les ressources naturelles en général, la mer dont les ressources halieutiques sont en régression importante, l'air qui se charge de plus en plus des miasmes induits par la production parasitaire sont des richesses dont on peut s'emparer au point de les convertir en produits financiers ; c'est une roue de secours pour le capitalisme, en même temps que l'assurance d'aller à l'abîme en l'utilisant. Il s'agit là purement et simplement de l'épuisement des ressources naturelles, de leur stérilisation.

Le dépassement du capitalisme

Nous assistons à l'émergence de nouvelles forces productives matérielles dont les conséquences sur l'organisation de notre société seront décisives pour notre avenir, et engagent celui de nos enfants et petits-enfants. La prégnance de notre action sur la nature est telle aujourd'hui que pour la première fois dans son histoire, une société en est à poser consciemment des problèmes qui engagent l'avenir pour les centaines de générations à venir.

L'avenir dépend de la façon dont nous gérerons cette situation:

- Soit une société basée sur la propriété privée des moyens d'action sur la nature et la société par quelques-uns. Alors le critère essentiel en est quoi qu'on fasse ou dise, le profit immédiat pour les individus ou groupes d'individus propriétaires des moyens de production et d'action ; c'est le capitalisme.

- Soit une société dont l'objectif majeur est l'intérêt de la communauté humaine et sa pérennisation, c'est, par étymologie, le communisme.

Telle est la mesure de l'enjeu. Dans ce contexte, c'est l'activité scientifique dans son ensemble qui devient la force productive matérielle essentielle.

C'est là l'objectivation forte du communisme en tant qu'il signifie intérêt commun.

On peut considérer que, pour l'essentiel du moins, les forces productives matérielles sont suffisamment développées pour répondre aux besoins matériels de l'humanité.

L'ordre du jour historique qui se dessine, c'est, outre la maîtrise publique, commune de ces dites forces, le développement de la force productive humaine en ce qu'elle est productive de rapports sociaux nouveaux et d'un développement sans précédent des individus, des citoyens. C'est l'humanité considérée dans son ensemble, dans sa communauté et sa diversité. « Le libre développement de chacun étant la condition du libre développement de tous » selon la célèbre formule de Marx.

L'activité scientifique devient centrale

Dans ce contexte, si on veut bien considérer que les problèmes auxquels va de plus en plus être confrontée l'humanité sont d'ordre global, concernant l'ensemble des humains, qu'ils acquièrent de plus en plus des dimensions qui dépassent le simple intérêt d'individus ou de groupes, accédant aux temps longs de l'humanité, alors le rôle de la science devient central dans l'activité productive humaine, que ce soit pour régler les problèmes de santé publique, énergétiques ou écologiques... Les événements récents montrent que le choix et la maîtrise de l'énergie nucléaire, et les problèmes de sécurité que cela induit, ne peuvent être laissés à la loi du profit privé. De même, a contrario, la catastrophe de Tchernobyl en 1986, montre la nécessité d'une maîtrise commune démocratique de ces technologies qui, si elles sont susceptibles de libérer l'humanité des contraintes énergétiques pour une dizaine de siècles sont aussi porteuses de dangers qui s'expriment à la même échelle. Seule une activité scientifique soutenue, largement ouverte sur la société peut permettre de maîtriser les problèmes soulevés par le développement des forces productives. La question écologique ne peut faire l'économie ni du développement scientifique ni de celui du dépassement du capitalisme.

Le dépassement du capitalisme est à l'ordre du jour, il doit consister en une démarche irréversible. Sur le fond ce dépassement doit créer une société qui rende impossible le retour au capitalisme, contrairement à ce qui s'est fait à l'est de l'Europe. C'est bien ce qui s'est produit avec la révolution bourgeoise, même si des formes monarchiques peuvent subsister (comme en Grande Bretagne par exemple) ou réapparaître. Ce qui fonde la société, la façon dont les marchandises sont produites et échangées, ne permettrait pas un retour à l'ancien régime, au-delà, des formes du pouvoir.

Ce qui caractérise les sociétés humaines c'est la façon dont les produits de l'activité humaine y sont produits, partagés ou échangés. C'est du travail des hommes qu'il faut partir pour comprendre les logiques internes des sociétés.

Les expériences socialistes européennes du XXe siècle ont échoué, elles ont été battues dans la guerre froide, et les tentatives actuelles sont fragiles. A aucun moment, elles n'ont, au sens du développement des forces productives et des rapports de production ainsi induits, dépassé le capitalisme.

Le capitalisme a dépassé l'ancien système féodal grâce à la révolution industrielle qui a cassé le mode de production et donc d'organisation de la société basé sur la terre. Ce nouveau mode a nécessité la libération de la force de travail pour pouvoir créer un marché sur lequel le prolétaire puisse aller vendre cette force. Le prolétaire moderne coûte moins cher au capitaliste qui l'exploite que ne coûtait le serf, ou l'esclave. Le capitaliste n'a pas la "responsabilité" de la vie du prolétaire. Le capitaliste achète de la force de travail sur un marché quand il en a besoin, la rejette quand il n'en a plus besoin.

Aujourd'hui, le travail change de nature, la révolution industrielle est, dans nos pays, pour l'essentiel, terminée, les forces productives matérielles passent du travail de la matière palpable au travail de conception, d'organisation et de service. Le prolétariat se diversifie, il s'identifie, pour l'essentiel, au salariat. La logique du mode de production capitaliste consiste à réduire sans cesse le rôle du travail vivant dans la composition du capital en accumulant tant et plus de capital constant. Dans la mesure où toute valeur est déterminée par le temps de travail vivant, c'est le principe même qui régit le système qui est mis en cause.

Dans la composition du capital, le temps de travail tend à jouer un rôle de plus en plus négligeable par rapport à l'ensemble du capital matériel, (ou capital fixe).

Mesurer alors la valeur en temps de travail revient à mesurer l'éternité en secondes !

Si « L'histoire de l'humanité c'est celle de ses forces productives » alors l'objectivation forte du communisme tient au développement des dites forces.

Le rapport de l'humanité à la nature est en train de changer, la prise en compte de la globalité des situations est en route. La mondialisation capitaliste, la puissance des forces productives fait que les actions humaines concernent maintenant l'ensemble de l'humanité. Le sort des uns dépend de celui des autres. C'est pourquoi on ne peut poser le problème de la gestion rationnelle des ressources de la planète dans le cadre du capitalisme.

On est ainsi passés du socialisme possible au communisme nécessaire. Le problème majeur qui est aujourd'hui posé est celui de savoir ce qu'il convient de faire, comment, pour qui et pourquoi. La perception et la conscience en sont encore occultées par le poids du passé certes, les reculs momentanés et les incompréhensions, les remises en cause qu'ils induisent, mais surtout par l'idéologie de la classe qui domine, la bourgeoisie, qui fait passer ses intérêts immédiats avant ceux, immédiats et à plus long terme, de l'ensemble de la collectivité humaine.

Quand le travail sera devenu le premier besoin social de l'homme

Dans cette citation de K. Marx, il s'agit d'une conception subvertie du mot « travail » au sens ou aujourd'hui on l'entend.

Il y a un phénomène qui illustre bien cet aspect de travail « premier besoin social de l'homme », c'est tout le travail gratuit qui existe dans nos sociétés. Tant le travail des retraités qui, pour l'essentiel échappe à la circulation marchande au grand dam du capital, que celui des associations.

Le but de la production capitaliste est le profit, pas la satisfaction des besoins, c'est fondamental. La course aux profits ne connaît pas de limite. Il n'en est pas de même de la satisfaction des besoins. A courir après toujours plus de profits dans un monde fini, on en atteint un jour ou l'autre les limites. Bien sûr pour vendre un produit et donc le faire entrer dans le cycle de la marchandise, il faut qu'il ait une valeur d'usage, c'est ce qui va lui donner la capacité d'être échangé. La valeur d'échange est potentialisée par celle d'usage. Cela signifie que le produit doit répondre à un besoin dont la satisfaction est précisément l'usage de la marchandise considérée. Mais comme le but est de faire du profit et non la satisfaction des besoins, le capitalisme crée des besoins pour vendre les marchandises qu'il sait produire. La grande distribution appelant la grande production, il lui faut les ressources en matières premières et en énergie correspondantes, d'où aussi le gaspillage massif de ce mode de production et son impact sur l'écosystème. C'est pourquoi, il faut renverser la problématique de prévision des besoins en énergie ou matières premières. La méthode classique consiste à extrapoler ce qui existe et les tendances qui se sont manifestées sur le dernier siècle par exemple et à les prolonger sur les décennies à venir. Au lieu de cela qui consiste en fait à entériner le mode de développement capitaliste, il serait plus judicieux de partir des besoins.

Un mode de production et d'échanges basé sur la réponse aux besoins serait nécessairement une société économe en ressources naturelles, ne serait-ce que parce que cette économie est un besoin social. Ce qui alors est intéressant c'est le résultat de la production en tant qu'elle répond aux besoins individuels et sociaux et non la production pour elle-même. L'économie de ressources étant un de ces besoins, majeur s'il en est car lié à la pérennisation de l'espèce, du moins à l'échelle de l'espèce humaine, ce que le capitalisme, fut-il vert, ne peut intégrer.

La pérennisation de l'humanité, nécessite une vision et une gestion commune et à long terme des ressources de la planète pour le bien commun, c'est là l'objectivation forte et l'étymologie du communisme. Il ne s'agit pas là de concepts moraux, il s'agit ici de nécessité. Le communisme, primitif, il y a très longtemps, celui à venir, est une organisation des rapports sociaux et de la production placée sous le signe de la nécessité.

Le travail comme premier besoin social

Si le travail, ou disons l'activité productive, ne sert plus qu'à répondre aux besoins, la division sociale du travail tombe d'elle-même (mais pas la division technique). Le rapport social se crée alors dans la relation, besoin-satisfaction. Comme le besoin est exprimé par une personne ou un groupe social et que sa satisfaction est réalisée par une personne ou un groupe, la relation sociale est créée.

Division sociale, division technique, dépassement du travail

Le capitalisme a fondamentalement changé le travail, son contenu, son but, le rapport social qu'il engendre. Le but du travail, de la production, pour le capitaliste, c'est la valorisation du capital, le profit et rien d'autre, la satisfaction de besoins n'étant qu'un moyen, pas un but.

De plus en plus apparaît dans les revendications des travailleurs la préservation certes de l'emploi, mais aussi du travail au sens de la qualification qu'il représente, valorisant ainsi socialement celui qui l'exécute et en possède le savoir faire.

La complexification de la production a conduit à une situation plus complexe dans la réalité d'aujourd'hui<sup>2</sup>. Paradoxalement, c'est ce processus d'aliénation du travail qui permet de dépasser le travail humain en ce qu'il permet une automatisation du processus. Ce sont la technologie et la science qui donnent les moyens de cette libération, mais si la technologie et la science en tant que telles sont relativement neutres, leur utilisation ne l'est pas, et leur développement est aussi régit par les rapports sociaux. La contre-réforme engagée dans l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur en Europe, en est un exemple caricatural. Les développements scientifiques et technologiques donnent aujourd'hui les moyens de libérer l'humanité de la production "palpable", seul le système de production et d'échange basé sur la valorisation maximale et rapide du capital, dans lequel nous sommes empêché cette libération.

Communisme fiction

Une telle société aux forces productives très hautement développées et orientée uniquement vers la satisfaction des besoins nécessite un investissement massif dans le travail scientifique, ne serait-ce qu'en vue de la gestion rationnelle des ressources naturelles (énergétiques certes, mais aussi minérales, biologiques et humaines ou autres, écologiques au vrai sens du terme) et du travail social au sens du travail nécessaire au bon fonctionnement de la société, ce qui in fine représente en fait beaucoup de travail. Qu'on imagine simplement l'entretien des infrastructures, routes, voies ferrées, réseaux électriques, centrales... Le travail social devenant la règle avec tout le travail dit de service, assurant le fonctionnement de la société, l'essentiel des objets nécessaires étant produits quasi automatiquement. La production des objets superflus ou artistiques (qui ne sont pas superflus !) retournant à une forme d'artisanat, bien sûr à un autre niveau d'organisation. Les avancées technologiques en cours, imprimantes 3D, fab labs, machines autoproductrices... ouvrent des voies nouvelles. Dans une telle société, le temps de travail contraint (la vente de sa force de travail) sera réduit à sa plus simple expression, quelques heures tout au plus par semaine par exemple. Mais alors, cela signifie que le travail non contraint devient la règle, création artistique ou scientifique, ou artisanat de plaisir, services.

Il s'agit d'un projet à l'échelle d'une humanité nouvelle. La mondialisation, opérée par le capitalisme prédateur à travers le développement technologique sauvage, conduit à ce qu'un projet communiste, l'au-delà de l'horizon, soit posé à l'échelle de l'humanité.



Il s'agit d'une société du «en commun» d'un type radicalement nouveau. Ce monde nouveau pointe partout, du Chiapas au Sahara, de Reykjavík ou Lisbonne à Athènes, de Londres au Wisconsin... Il tarde à émerger, il cherche des voies nouvelles. Il revient aux communistes, à leurs organisations, au Parti Communiste, d'organiser cette émergence, de lui permettre de se structurer, de se penser, d'être par d'autres pensée, et de devenir une pensée-monde.

Attention car dans l'entre deux du système qui tarde à mourir et du nouveau qui met du temps à apparaître, peuvent naître des monstres.

Un programme, pour le Communisme, la Liberté et la France  
Pour le Communisme

Par exemple un programme de baisse du temps de travail contraint d'une heure hebdomadaire par an sur dix ans à production égale mais structurée et orientée différemment, et consommation d'énergie non-renouvelable en baisse irait dans ce sens et serait mobilisateur, tant pour les travailleurs que pour la modernisation de l'outil de production et l'écosystème. Une telle situation marquerait une rupture nette avec la logique du capital. Une telle baisse du temps de travail contraint ouvrirait la porte à une relance du travail social et à la démocratie citoyenne, au temps citoyen, à la liberté, à l'expression de besoins qualitativement nouveaux. Ce serait l'enclenchement d'un processus révolutionnaire de dépassement du capitalisme par négation de son fonctionnement. En effet, produire automatiquement les produits de consommation courante, c'est leur ôter quasiment toute valeur d'échange puisque seul le travail vivant (hors la nature) produit de la valeur. Dès lors la loi marchande ne s'applique plus à ces produits, ou très peu. Et on touche là à ce qui fonde le cycle de production/reproduction du capital.

De plus, un tel programme de baisse drastique du temps de travail pose, en lui-même, le problème de la propriété des moyens de production et d'échange.

Pour la Liberté

Le concept de liberté est une construction humaine. La liberté n'existe pas ex nihilo son contenu dépend du temps et du lieu, des rapports des hommes à la nature, c'est-à-dire du niveau de leurs forces productives matérielles, des rapports des hommes entre eux, des rapports de production. Le terme "liberté" sous la plume de Saint Thomas d'Aquin, de Descartes de Robespierre, ou de la présidente du medef, n'a pas la même signification, pas plus que le concept de droits de l'homme, lesquels en système capitaliste consistent pour l'essentiel en le droit d'exploiter son prochain. C'est le droit dit « de la libre entreprise » autrement dit la concurrence libre et non faussée ; ce qu'a rejeté le peuple français le 29 mai 2005. Il appartient au Parti Communiste de tracer les grandes lignes de ce que pourrait être une liberté renouvelée, intégrant tout ce que les luttes de classe et de libération ont apporté à ce concept et rejetant toutes les perversions qu'en on fait les idéologies jusqu'ici dominantes. Il s'agit d'une bataille idéologique de très haut niveau qui ne peut se mener que dans un débat et une construction continus au sein du peuple français lui-même, en liaison avec d'autres. La libération du temps de travail proposée ci-dessus donnant le temps de cet acte de construction citoyenne.

On ne peut parler de liberté sans parler des conditions de vie des individus. Il n'y a pas de réelle liberté sans logement, sans place dans la société, sans droit de parole et d'action, sans culture. Aborder le problème de la Liberté c'est nécessairement aborder celui du savoir, de la culture. Être libre c'est choisir, mais choisir c'est aussi renoncer. Pour choisir il faut donc connaître. Il s'agit là d'un enjeu fondamental de la citoyenneté. Une conception renouvelée du système scolaire et de l'Université doit s'inspirer de cette conception citoyenne. Avant même de former des producteurs, le rôle de l'école est de former des citoyens, au sens plein du terme. On est loin là de « l'employabilité » chère à un ex ministre français de droite.

La liberté à créer est celle qui articule, individu, citoyen et société. Une société n'est pas une juxtaposition d'individus ni d'individualités (encore moins de clients ou de consommateurs). En fait le capitalisme tend à nier la société humaine comprise comme ensemble des liens individuels et sociaux, le seul lien restant in fine étant un lien marchand. Le citoyen doit être l'élément de base de la société, il est l'individu producteur de rapports sociaux non aliénés, avec ses pairs pris individuellement, et avec l'ensemble du corps social, comme producteur d'institutionnalité.

Dans un premier temps, une nécessité absolue est de réformer les institutions pour donner aux citoyens le pouvoir législatif et exécutif que le régime présidentiel actuel leur a ôté. Redonner ce pouvoir signifie bien évidemment aussi le pouvoir économique, c'est-à-dire donner au peuple les moyens de son indépendance économique en lui donnant ou redonnant la propriété des moyens de production – les forces productives – stratégiques, nécessaires à l'exercice du pouvoir. Et ce problème de la propriété publique des moyens de production et d'échanges ne se pose pas qu'à l'échelle nationale, il faut avancer le concept de biens inaliénables de l'humanité, de service public planétaire.

Sur l'organisation même de la démocratie, au-delà de la mauvaise farce qui consiste à faire passer nos mascarades électorales pour le nec plus ultra de la démocratie, laissons parler Montesquieu :

« Le peuple qui a la souveraine puissance doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire... »

Ça signifie qu'on peut concevoir une organisation à différents niveaux, limitant au minimum nécessaire la délégation de pouvoir, laissant partout où c'est possible les citoyens décider et éventuellement faire eux-mêmes.

Pour la France

La nation reste le lieu par excellence de l'articulation du local à l'universel, elle est encore pour longtemps la matrice de notre démocratie, de notre culture, l'espace privilégié des luttes. La nation française a une longue histoire, mais surtout une histoire très riche des luttes du peuple pour l'émancipation du travail

Nous sommes les héritiers des Jacques, des sans culottes, des communards qui montaient « à l'assaut du ciel », de Guy Môquet et de Fabien, de Isaac Manouchian, de Maurice Audin et de Yveton.

La France est une grande nation, par son histoire et par sa culture, sa voix pèse lourd sur la scène internationale. Le non de la France à la guerre en Irak a résonné à travers la planète, le non du peuple français au projet de constitution européenne n'a pas encore fini d'interpeller les peuples, et pas seulement en Europe. La France n'est pas soluble dans l'Europe.

Une grande politique internationale pour la France

En même temps, l'espace économique et géopolitique France ne peut être autosuffisant. Il n'est pas question de se retrancher derrière les murs d'une forteresse. La France, le peuple de France ont beaucoup à recevoir et à donner au monde, aux autres peuples. Notre rôle de communistes est précisément de montrer comment doit s'organiser la place de la France dans le monde, ce qui ressortit à des accords avec des pays d'Europe, avec une organisation des rapports de pays européens, des accords internationaux, en tant que nation souveraine.

L'une des premières mesures à prendre serait une déclaration « de paix aux peuples et nations du monde entier » et un appel à la coopération. Coopération et paix doivent être les maîtres mots d'une politique extérieure de la France. L'une des premières mesures à prendre, outre le retrait des troupes françaises des théâtres d'opérations où elles n'ont rien à faire en dehors des mandats de l'ONU (et encore...), et le retrait immédiat de l'OTAN et de l'alliance atlantique, c'est le renoncement unilatéral à l'arme atomique et plus généralement aux armes de destruction massive qui sont des armes terroristes et tournées contre les peuples.



En même temps, il s'agit de ne pas être naïf, l'expérience de l'URSS au XXe siècle doit servir de leçon. Guerre civile, intervention extérieure, sabotages en tous genres, guerre mondiale, guerre froide, course aux armements. Tout a été fait pour ruiner une tentative de sortie du mode de production et d'échanges capitaliste. De même une France cherchant une voie de dépassement du capitalisme serait en butte aux menées de l'impérialisme. Il s'agit donc de chercher là les alliances susceptibles de desserrer un possible étai. Prendre des initiatives pour donner aux peuples et nations la possibilité de leur réelle autonomie en se dégageant du dollar, par une monnaie mondiale commune, à commencer par une monnaie commune en Europe et des monnaies nationales assurant les souverainetés des états ; soutenir toute initiative dégageant les peuples de l'emprise du monde capitaliste, s'appuyer et appuyer toutes les expériences allant dans ce sens à l'échelle internationale.

#### Internationalisme

La tradition du PCF est internationaliste, nombre des grands révolutionnaires du XXème siècle se sont formés dans les écoles du PCF, que ce soit Ho Chi Minh, Vo Nguyen Giap, Pham Van Dong, Deng Xiao Ping, Zou en Lai et nombre de dirigeants progressistes africains (presque tous assassinés).

Les campagnes pour la paix en Algérie, la solidarité avec le peuple vietnamien en guerre, les luttes contre la guerre du Maroc avant... ont créé une culture communiste de solidarité de classe qu'il convient de réactiver et de cultiver.

#### Vive la nation

Les nations occidentales se sont constituées comme forme sociale permettant un type de fonctionnement de la structure capitaliste et de la gestion de ses contradictions. Cette construction ne s'est pas faite à partir de rien, mais à partir d'un état existant, un territoire, et un peuple, lui même héritier de son histoire. La nation, par son caractère de classe, par l'histoire dont elle hérite et est porteuse est par définition porteuse de contradictions et de conflits. Elle est homogénéisée par les institutions représentées par l'état qui est une forme historique concentrée des rapports sociaux et une matérialisation de l'unité sociale. L'État est la forme d'organisation qui permet l'homogénéisation de la nation, que ce soit par le droit, la force brutale ou l'idéologie, ou un combiné des trois. Bien que le capitalisme soit commercialement mondialisé depuis plusieurs siècles, la nation peut-être interprétée comme une étape dans l'histoire de l'enracinement territorial de la production, de la consommation et des techniques. Les fonctions de production et de consommation ont été mises en œuvre de façon différenciée dans l'espace mondial par des bourgeoisies autonomisées au sein de nations. Ces bourgeoisies ont eu besoin, pour se consolider, se développer de manière interne et mener entre elles, sur le fondement de nations, la concurrence des capitaux.

Bien que le format occidental de la nation<sup>3</sup> puisse apparaître en première analyse, comme une forme sociale capitaliste, la classe exploitée, le prolétariat, sans toutefois remettre en cause la domination du capital, a pu par ses luttes investir les infrastructures de production et de financement de la nation (services publics, nationalisations) tout en améliorant sensiblement sa position dans la consommation individuelle et collective, jouant ainsi indirectement sur la répartition de la valeur créée<sup>4</sup>. Sur la base même de la citoyenneté mise en place par la bourgeoisie, les catégories populaires et les « classes moyennes » ont conquis une place dans la nation, contribuant ainsi à la réorientation du format capitaliste initial du phénomène national. De larges fractions de la population se sont appropriées le fait national, qu'elles ont contribué à démocratiser et à défendre (par exemple, l'adoption du programme du CNR à la libération). La nation a joué en quelque sorte, au plan politique et économique le même rôle que la raison au plan de la connaissance.

Toutes deux « inventées » par la bourgeoisie, elles ont été transformées par les luttes en armes de sa critique. C'est ce qui fait que la nation est une forme sociale moderne et progressiste, potentiellement appropriable par les classes exploitées. Elle peut devenir le terrain privilégié de création sociale et devenir ainsi un bien collectif.

Et puisqu'il s'agit pour certains ici et ailleurs de ré-écrire une constitution européenne, rappelons que, dans la période historique que nous vivons, l'Europe n'a pas vocation à devenir nation et n'a donc pas besoin de constitution et que, concernant les traités européens... ou autres, « il est un fait, sans qu'il soit besoin pour cela de constitution européenne, que les traités entre états, régulièrement ratifiés et approuvés ont, sous certaines réserves toutefois, une autorité supérieure à celle des lois » c'est l'article 55 de la constitution qui le dit, alors...

Ainsi, dans l'espace européen et mondial, si des transferts de compétences sont possibles et probablement souhaitables, ils ne sauraient en aucun cas entraîner des transferts de souveraineté.

La vocation des institutions françaises est de concourir à la formation d'une citoyenneté basée sur des valeurs forgées au cours de l'Histoire ; le service public, le droit du sol, la laïcité, etc.

La « citoyenneté européenne » instituée par décrets européens est un OPNI, (objet politique non identifié) et le restera encore longtemps. La nation française est et demeure le niveau le plus pertinent d'articulation du particulier et de l'universel.

1 Cité par D. Tartakowsky Journal Libération 30 avril 2012

2 Lire à ce propos Cyber Révolution Le Temps des cerises - 2002.

3 Les nations asiatiques, la Chine, la Corée ou le Japon ne se sont pas formées suivant le même schéma.

4 Quoique, depuis la défaite de l'URSS dans la guerre froide, il y ait une nette tendance à la régression en ce domaine.

**L'HUMANITÉ DIMANCHE** **l'Humanité**  
LE JOURNAL FONDE PAR JEAN JAURÈS

31 juillet 1914 - 31 juillet 2013

# Il y a 99 ans, ils ont tué Jaurès

à l'occasion du 99<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Jean Jaurès - fondateur de *l'Humanité* - nous vous invitons à participer au rassemblement qui aura lieu

**MERCREDI 31 JUILLET À 11 HEURES DEVANT LE CAFÉ DU CROISSANT 146, RUE MONTMARTRE À PARIS (Métro Bourse)**

- Dépôt de gerbe  
- Allocution de **Patrick Le Hyaric**, directeur de *l'Humanité*, député au Parlement européen

INTERNATIONAL

## Métropoles, « c'est vraiment un putsch parlementaire... »

Les parlementaires PCF sont vent debout contre le passage en force du gouvernement sur le projet de réforme des métropoles. Loin de résorber les inégalités territoriales, il remet en cause les institutions locales et l'avenir même des communes.

« Nous dénonçons le caractère antidémocratique du projet de loi sur les métropoles qui modifie la charpente de notre République en la modifiant de fond en comble la réalité de nos institutions territoriales ! » s'est écrié André Chassaigne, député (PCF-Front de gauche) et président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine lors d'un point de presse à l'Assemblée. Au même moment, des maires PCF manifestaient aux abords du Palais-Bourbon (lire ci-dessous).

Le président de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), le maire (PCF) de Champigny (Val-de-Marne), Dominique Adenot, détaille les dangers de ce projet : « Ce n'est pas un projet de décentralisation, mais une centralisation forcée autour des métropoles, qui conduira à l'effacement des communes et à la fin des agglomérations. » Ainsi, explique-t-il, « le texte prévoit qu'au sein des métropoles, toutes les compétences des communes et de leurs agglomérations », tels le développement économique, les plans d'urbanisme, les programmes de l'habitat, la politique de la ville, « seraient exercées de plein droit par les métropoles ». Compétences pouvant éventuellement être rétrocédées à une nouvelle institution, les conseils de territoires (300 000 habitants, au minimum), chargée seulement de mettre en œuvre les décisions des métropoles. Pour l'élu, cela ne permettra pas de faire « reculer les inégalités sociales et territoriales ». D'ailleurs, l'objectif de ce projet « n'est pas celui-ci, mais de réduire les dépenses publiques et de favoriser la compétitivité des entreprises ».

L'exigence d'un référendum par métropole

Et de rappeler un texte de la très libérale Commission européenne du 29 mai dernier, qui recommandait à la France de profiter de sa future réforme des collectivités pour « rationaliser les différents niveaux et compétences administratifs et accroître... les économies ». Le mot est lâché. Le gouvernement s'exécute.

Le député (PCF) de Martigues (Bouches-du-Rhône), Gaby Charroux, rappelle que « le projet de la métropole marseillaise se fait non seulement avec le désaccord de 109 des 119 maires concernés, mais aussi l'opposition de 10 des 18 maires de l'actuelle communauté urbaine de Marseille ». Il rappelle qu'en 2010, « ces mêmes élus avaient adopté un projet de pôle métropolitain favorisant une coopération librement acceptée ». Il déplore que l'État ait enterré ce projet au profit d'une « métropole intégrée et rejetée » par les élus. Pour Patrick Braouezec, président (Front de gauche), de Plaine commune (Seine-Saint-Denis), « avec ce texte, on casse les dynamiques construites par les communes et les agglomérations et les populations pour nous imposer, par le haut, d'autres politiques ». Et l'élu d'interroger : « Qu'en sera-t-il demain des choix des citoyens pour leur ville, si ceux-ci sont remis en cause ensuite par la métropole qui aura, seule, le pouvoir de décision ? » Visées, les futures élections municipales en 2014. De son côté, le député (Front de gauche) de Seine-Saint-Denis, François Asensi, exige que les citoyens soit respectés et entendus via « l'organisation d'un référendum », comme le prévoit la Constitution « en cas de création d'une collectivité ».

Le député (PS) de Paris, Jean-Marie Le Guen, qui a contribué au durcissement de ce texte en faveur des métropoles, déclarait (début juillet dans Libération), fier de lui : « C'est vraiment un putsch parlementaire... » Dur, dur pour la démocratie.

Le ministre des Transports, Frédéric Cuvillier, a précisé que « les préconisations du rapport Duron ne présagent pas des décisions politiques à venir ». Qu'attendez-vous, sur ce dossier, du gouvernement ?

André Chassaigne. Le rapport de la commission Mobilité 21 est un document d'orientation qui donne des pistes sur l'évolution des systèmes de transport. Mais c'est au pouvoir politique de prendre ses responsabilités. En aucun cas, la commission n'est là pour se substituer aux choix politiques, qui relèvent du Parlement et du gouvernement. Par ailleurs, et c'est ce que j'attends du gouvernement, la priorité des priorités reste que le gouvernement change de cap et donne les moyens au développement des infrastructures de transport.

## Tchernobyl : l'écran de fumée se dissipe en Corse

Une enquête vient d'établir un lien de causalité entre l'augmentation des cancers et le nuage. Un premier pas pour les malades.

Le panache radioactif de l'accident de Tchernobyl (1986) a-t-il eu des conséquences sanitaires avérées sur la population française ? « Non », ne cesse de répéter depuis vingt-sept ans l'État français. Rendue publique il y a peu, une étude menée sur les populations corses contredit clairement cette affirmation. Souhaitant apporter un éclairage scientifique nouveau sur la contamination éventuelle liée au nuage, la collectivité territoriale de Corse avait mis sur pied la Commission Tchernobyl, en 2005. Composée d'élus et de personnalités qualifiées, elle a lancé, l'an dernier, un appel d'offres pour une enquête épidémiologique sur les conséquences sanitaires du nuage. « Nous avons écarté les groupes de recherche qui étaient jugés et parties. Notre choix s'est porté sur une équipe totalement indépendante, qui n'avait jamais mené de travaux antérieurs pour l'État », explique Josette Risterucci, conseillère territoriale (PCF) et présidente de la Commission Tchernobyl.

L'équipe de 25 chercheurs italiens, dirigée par le professeur Paolo Cremonesi, a prélevé des données sur un vaste échantillon de la population insulaire (environ 14 000 dossiers contre 2 000 pour les recherches précédentes). Une fois corrigé le gonflement artificiel des chiffres dû à l'amélioration des diagnostics, les résultats mettent clairement en évidence un lien de causalité entre l'exposition au nuage de Tchernobyl et l'augmentation exponentielle du nombre de maladies de la thyroïde. Chez les hommes exposés au nuage, le sur-risque est significatif pour les pathologies thyroïdites (+ 78,28 %) et les cancers de la thyroïde (+ 28,29 %). Chez les femmes, le sur-risque de thyroïdites est de + 55,33 %. Pour les enfants exposés au nuage, le risque de thyroïdites est de + 62 %. Le rapport révèle également une augmentation de l'incidence des leucémies aiguës dues à la catastrophe. L'enquête apporte donc un démenti flagrant aux déclarations répétées sur l'absence de conséquences du panache radioactif en France.

Membre de l'Association française des malades de la thyroïde, Chantal Garnier est atteinte depuis 1990 par un cancer. Habitant en Franche-Comté, une des régions les plus touchées par le nuage avec la Corse, elle se souvient « avoir consommé abondamment les légumes frais du potager, même par temps de pluie. Nous n'étions absolument pas alertés des risques que nous prenions. » « Nous avons des malades et une responsabilité de l'État indéniable, insiste l'élue corse Josette Risterucci. Il faut maintenant que ces malades puissent se saisir de ce rapport pour obtenir réparation devant les tribunaux. »

## A voir sur l'internet

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwK66>

**Ensemble, défendons nos retraites! Signez l'appel!**



## Collectif Retraites 2013

*Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins !*

"Refusons les régressions sociales!" Tel est le mot d'ordre d'une pétition lancée par le Collectif retraites 2013, déjà signée par de très nombreuses personnalités politiques, syndicales, du monde associatif ou de think tanks.

Lors de la Conférence sociale du 20 juin, François Hollande a annoncé que, dans le cadre de la prochaine réforme des retraites, l'allongement de la durée de cotisation sera « la mesure la plus juste » face à « cette chance formidable qu'est l'allongement de l'espérance de la vie ». Cette voie n'est pas acceptable. Les réformes de 1993, 2003, 2007 et 2010 ont déjà réduit les droits à pensions de plus de 30 %, en aggravant les inégalités déjà fortes entre les pensions des femmes et celles des hommes. Elles doivent donc être remises en cause.

Refusons les régressions sociales

« On vit plus vieux, il faut donc travailler plus longtemps », tel est l'argument qu'on nous rabâche. Mais on oublie de préciser qu'augmenter la durée de cotisation, c'est en réalité programmer la baisse des pensions. Baisse immédiate pour tous ceux – chaque année plus de la moitié des nouveaux retraités – qui passent directement du chômage, ou de l'inactivité, à la retraite, et qui ne pourront jamais atteindre cette durée. Baisse à venir pour les nouvelles générations entrées plus tard dans la vie professionnelle du fait de l'allongement des études et qui connaissent déjà un chômage massif, aggravé par l'incitation faite aux seniors qui le peuvent de prolonger leur activité. On oublie aussi de rappeler que l'allongement de la durée de cotisation et la décote pénalisent plus fortement les personnes aux carrières courtes, en majorité des femmes.

L'espérance de vie augmente, mais l'espérance de vie en bonne santé, elle, diminue depuis plusieurs années. La souffrance au travail se développe, de nouvelles pathologies apparaissent. Les plus dures années au travail sont entre 60 et 65 ans. Les meilleures années de la retraite sont entre 60 et 65 ans. L'allongement de la durée de cotisation, c'est la double peine. Nous ne pouvons pas l'accepter.

A consulter sur le site de l'Humanité : tous les articles sur la réforme des retraites: Une campagne citoyenne sur les retraites ; Retraites, le PS contredit le gouvernement...

L'austérité sans fin est suicidaire

Le gouvernement justifie cette nouvelle réforme par l'allongement de la durée de vie. Mais le déficit actuel ne doit rien au vieillissement de la population. Il s'explique par la récession qui se creuse en Europe, détruit des millions d'emplois et diminue les cotisations sociales induites par l'emploi. Cette récession provient essentiellement des politiques de réduction des dépenses publiques et de baisse du « coût du travail » menées partout en Europe par les gouvernements en accord avec la Commission.

Si, comme cela semble être le cas, le gouvernement inscrit la réforme dans le cadre de ces politiques, il ne pourra que retenir des pistes entraînant une nouvelle baisse du niveau des pensions. Ce qui diminuerait encore le pouvoir d'achat des retraités, aggraverait la récession et entraînerait une nouvelle hausse du chômage. Sans qu'au bout du compte les déficits ne soient réduits !

Il est possible de faire autrement

L'augmentation de l'espérance de vie ne date pas d'aujourd'hui. Par le passé, elle s'est accompagnée d'une diminution du temps passé au travail et d'une amélioration du niveau de vie, grâce à un partage de la richesse produite. C'est à nouveau la voie à suivre.

Pour augmenter le volume des cotisations sociales, il faut en finir avec l'austérité, relancer l'emploi par une réduction du temps de travail, une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu, une augmentation des minima sociaux, une politique audacieuse d'investissement en matière sociale et écologique. Une voie supplémentaire, toujours négligée, pour répondre au besoin de financement des retraites, est la réalisation de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, à la fois par l'accroissement du taux d'activité des femmes, la suppression des inégalités salariales et la lutte contre le temps partiel subi. Il s'agit là de choix politiques de justice et de solidarité.

Il y a plus de retraité-es ? A moins de décréter leur paupérisation, il est normal de financer leurs retraites en augmentant leur part dans la richesse produite. Selon le Conseil d'orientation des retraites, il faudrait, à législation inchangée, un point de PIB supplémentaire en 2020 pour équilibrer le système de retraite alors que la part des salaires a chuté d'environ 6 points au cours des dernières décennies en faveur des dividendes.

Pour une large mobilisation citoyenne

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. La retraite à 60 ans par répartition n'est pas un fardeau, elle est une transmission continue et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante. C'est pourquoi elle dépend aussi de l'avenir que la société sera capable d'offrir aux jeunes générations. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-es, la destruction des solidarités sociales, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » dans une société productiviste et inégalitaire. Cet engrenage favorise l'extrême droite et menace à terme la démocratie. Comme en Europe du Sud et dans bien d'autres pays du monde, la société doit se mettre en mouvement. Pour y contribuer nous organiserons partout des réunions, des initiatives de rue, des ateliers d'éducation populaire et nous soutiendrons les initiatives prises par le mouvement syndical. Nous voulons un système de retraites solidaire.

Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins !

Le Collectif Retraites 2013

>>> SIGNEZ L'APPEL !

<http://www.retraites2013.org/signer-lappel/>

**Hollande fait un cadeau de 20 Milliards  
d'exonération fiscale en début  
d'année au CAC 40**

**puis annonce qu'en 2020, le système de  
retraite serait déficitaire de 20 Milliards !**



**Le 10 septembre 2013  
Je MANIFESTE contre  
la réforme des retraites**

**Pétition en ligne**

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !»

<http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>.



# L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>



**Pierre Laurent : "Je lance un appel à un nouveau Front populaire de gauche"**

Face à la crise politique qui s'amplifie, le secrétaire national du PCF, dans un entretien avec L'Humanité Dimanche, lance un appel au rassemblement de tous ceux qui veulent construire une alternative de progrès « nécessaire » pour éviter une « explosion » qui profiterait à la droite et à l'extrême droite.

Delphine Batho, après avoir été limogée de son poste de ministre de l'Écologie, a dénoncé « le tournant de la rigueur qui ne dit pas son nom et qui prépare la marche au pouvoir de l'extrême droite ». On peut imaginer que vous êtes d'accord avec elle...

Pierre Laurent. Absolument. Les propos de Delphine Batho au lendemain de son limogeage ont visé juste en dénonçant le cœur de la crise politique actuelle : ce sont les politiques d'austérité qui affaiblissent notre pays, développent le chômage et creusent le fossé entre le gouvernement et ceux qui ont porté la gauche au pouvoir. Si cela continue, c'est effectivement la voie ouverte au retour de la droite et à une percée de l'extrême droite, comme le montrent les récentes élections partielles. Mais Delphine Batho a dit une seconde chose très importante : il ne faut pas renoncer à l'espoir du changement exprimé par le vote du 6 mai. Elle appelle à refuser le renoncement. Je m'en félicite. C'est exactement le message que j'ai lancé le 16 juin dernier, lors des assises pour un changement de cap organisées avec le Front de gauche, EELV et des dirigeants socialistes de Maintenant la gauche.

Réunir toutes les forces qui refusent l'austérité, pour relancer l'ambition d'une politique de gauche qui réponde aux besoins du pays, c'est la question centrale!

Avez-vous le sentiment que la majorité socialiste et écologiste est en train de craquer ?

Pierre Laurent. Ça craque de partout pour une raison simple. Le gouvernement veut imposer une politique d'austérité qui n'a pas de majorité dans le pays. L'an dernier, les forces du changement ont voté pour une rupture avec la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy, et appelaient à une relance sociale, industrielle et écologique massive.

Dès lors que le gouvernement mène une politique contraire à ces aspirations, il n'y a pas de majorité, comme l'ont montré, là encore, les récentes élections. La seule manière de s'en sortir est de changer de cap. Les craquements vont s'amplifier : les débats au PS et à EELV viennent de cette rupture avec le pays qui souhaite toujours le changement. Si le gouvernement persiste dans cette voie, il aggravera la crise politique. Moi, je veux travailler à une issue positive par la remobilisation politique de tous ceux qui veulent que ça change. Je lance un appel à un nouveau Front populaire de gauche, un grand front d'action politique et social pour faire respecter la volonté populaire de changement.

Delphine Batho impute son départ au lobbying de forces économiques, n'est-ce pas une bataille que le gouvernement a refusé de mener ?

Pierre Laurent. On l'a vu dès le premier jour. Les forces de l'argent, les grands actionnaires et les fortunes sont mobilisés pour empêcher le changement. Quand on entend le nouveau président du MEDEF, Pierre Gattaz, dire que ses deux ennemis sont le Code du travail et les cotisations sociales payées par les entreprises, et demander 100 milliards de nouveaux allègements, on sait à quoi s'attendre. La politique de gauche qu'il convient de mener ne peut que s'appuyer au contraire sur les forces populaires dans le pays. Quand il prend des mesures qui désarment les citoyens face à la finance, le gouvernement s'affaiblit lui-même et se met sous la pression des pouvoirs de l'argent. Il n'y a aucune fatalité à cela. Le pays peut soutenir un pouvoir de gauche qui se bat face aux forces de l'argent.

• La suite de l'entretien avec Pierre Laurent est à découvrir dans L'Humanité Dimanche du 11 au 17 juillet, disponible en version numérique.

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



**A lire**

**L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"**

**Économie & Politique  
numéro spécial  
contre l'austérité**

